

SOMMAIRE

1	- Identification de l'acheteur	3
2	- Identification du co-contractant.....	3
3	- Dispositions générales	4
3.1	- Objet.....	4
3.2	- Mode de passation.....	5
3.3	- Forme de contrat	5
4	- Prix	5
5	Durée de l'accord-cadre	5
6	- Paiement	6
7	- Nomenclature	6
8	- Engagement relatif à l'action d'insertion sociale	6
9	- Signature.....	7
ANNEXE N° 1 : DÉSIGNATION DES CO-TRAITANTS ET RÉPARTITION DES PRESTATIONS.....		9

1 - Identification de l'acheteur

Nom de l'organisme : VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire aval
Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances :
Monsieur Le Directeur Territorial Bassin de la Seine et Loire aval

Ordonnateur : Monsieur Le Directeur Territorial Bassin de la Seine et Loire aval

Comptable assignataire des paiements : Monsieur l'Agent Comptable secondaire de la Direction Territoriale
Bassin de la Seine et Loire aval à Voies Navigables de France

18 quai d'Austerlitz

75013 PARIS

2 - Identification du co-contractant

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives de l'accord-cadre indiquées à l'article "pièces contractuelles" du Cahier des clauses administratives particulières qui fait référence au CCAG - Prestations intellectuelles et conformément à leurs clauses et stipulations

☐ Le signataire (Candidat individuel),

M Agissant
en qualité de

☐ m'engage sur la base de mon offre et pour mon propre compte

Nom commercial et dénomination sociale

Adresse

Courriel ¹

Numéro de téléphone

Numéro de SIRET

Code APE

Numéro de TVA intracommunautaire

☐ engage la société sur la base de son offre

Nom commercial et dénomination sociale

Adresse

Courriel ²

Numéro de téléphone

Numéro de SIRET

Code APE

Numéro de TVA intracommunautaire

☐ Le mandataire (Candidat groupé),

(1) Mention indispensable pour être tenu informé des modifications et des correspondances relatives à ce dossier.

(2) Cette annexe est à dupliquer en autant d'exemplaires que nécessaire et elle est recommandée dans le cas de groupement conjoint

M

Agissant en qualité de

désigné mandataire :

☐ du groupement solidaire

☐ solidaire du groupement conjoint

Nom commercial et dénomination sociale
.....
Adresse
.....
Courriel ¹
Numéro de téléphone
Numéro de SIRET
Code APE
Numéro de TVA intracommunautaire

S'engage, au nom des membres du groupement ², sur la base de l'offre du groupement, à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après

L'offre ainsi présentée n'est valable toutefois que si la décision d'attribution intervient dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation.

3 - Dispositions générales

3.1 - Objet

Le présent Acte d'Engagement concerne l'Assistance à la Maîtrise d'œuvre dans le cadre d'études et de travaux sur l'Unité Territoriale d'Itinéraire Seine-amont (UTISA).

Les prestations visées concernent des missions partielles d'assistance à maîtrise d'œuvre et/ou maîtrise d'ouvrage pour des opérations de travaux sur des infrastructures et des ouvrages fluviaux gérés par l'UTISA. Les missions portent sur certaines phases études et travaux en rapport avec les domaines suivants : le génie-civil, le génie-écologique, l'électricité, l'automatisme, l'hydraulique, la construction métallique et l'environnement.

Le titulaire a un devoir de conseil envers le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée et des textes pris pour son application, le présent marché est un accord-cadre à bons de commande d'assistance à maîtrise d'œuvre dans les domaines génie civil, génie écologique, électriques, automatisme, hydrauliques, de constructions métalliques et environnementales, des études et des travaux dans le cadre d'opérations sur infrastructures ou ouvrages fluviaux.

Le titulaire doit posséder pour toute la durée du marché l'agrément OH (ouvrage hydraulique) selon l'arrêté du 12 février 2019 portant agrément d'organismes intervenant pour la sécurité des ouvrages hydrauliques :

Barrages de classe C et digues - études et diagnostics

Barrages de classe C et digues - études, diagnostics et suivi des travaux

Les études du titulaire seront conformes aux textes du Code de l'Environnement et spécifiquement aux :

- L211-3 et Section 10 : Organismes agréés (Articles R214-129 à R214-132) du code de l'environnement).
- L211-3 « [...] l'intervention, aux frais du propriétaire ou de l'exploitant, d'organismes agréés ».

Dans l'éventualité où les agréments sont suspendus ou ne sont plus attribués, le marché sera résilié par le maître d'ouvrage et le titulaire ou mandataire du marché, sans dédommagement financier pour le titulaire ou mandataire du marché.

Le titulaire est informé que ses missions devront impérativement tenir compte des délais imposés soit par un organisme extérieur, soit par le maître d'œuvre et/ou maître d'ouvrage pour chaque opération.

Les prestations à réaliser appartiennent à la catégorie d'ouvrages infrastructure en réutilisation ou réhabilitation.

Lieux d'exécution : Unité Territoriale Itinéraire Seine amont qui intervient dans l'Aube (10), Paris (75), la Seine et Marne (77), l'Essonne (91) et le Val-de-Marne (94).

3.2 - Mode de passation

La procédure de passation est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

3.3 - Forme de contrat

L'accord-cadre à bons de commande avec maximum et sans minimum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il fixe les conditions d'exécution des prestations et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

4 - Prix

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération objet du présent contrat ou de ses Avenants.

La part attribuée à chaque cotraitant est fixée dans l'annexe 1 au présent acte d'engagement.

Le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre est défini comme suit :

Maximum HT /an
450 000,00 €

Total pour 4 ans : 1 800 000,00€ HT soit 2 160 000,00 € TTC au maximum

5 Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre et le délai d'exécution des commandes ainsi que tout autre élément indispensable à leur exécution sont fixés dans les conditions du CCAP à l'article 6.

6 - Paiement

Le pouvoir adjudicateur se libèrera des sommes dues au titre de l'exécution des prestations en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants :

- Ouvert au nom de : pour les prestations suivantes :
.....

Domiciliation :

Code banque : _____ Code guichet : _____ N° de compte : _____ Clé RIB : ____

IBAN : _____

BIC : _____

- Ouvert au nom de : pour les prestations suivantes :
.....

Domiciliation :

Code banque : _____ Code guichet : _____ N° de compte : _____ Clé RIB : ____

IBAN : _____ BIC : _____ En cas de groupement, le paiement est effectué sur ¹ :

☐ un compte unique ouvert au nom du mandataire ;

☐ les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document.

Nota : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que seules les dispositions du CCAP s'appliquent.

7 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
71336000-2	Services d'assistance dans le domaine de l'ingénierie

8 - Engagement relatif à l'action d'insertion sociale

Je déclare avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et notamment des dispositions relatives à l'action obligatoire d'insertion en faveur de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Je m'engage, si je suis déclaré attributaire de ce marché, à :

- Réserver, dans l'exécution du marché, un nombre d'heures d'insertion, tel qu'indiqué dans le cahier des clauses administratives particulières à l'article **1.5.1.1** du cahier des clauses administratives particulières : à savoir, au minimum 5 heures d'insertion par tranche de 10 000€ hors taxes
- A prendre contact avec les facilitateurs des clauses sociales du lieu des prestations à réaliser, désignés à l'article **1.5.1.2** du cahier des clauses administratives particulières afin de préciser les modalités de mise en œuvre de la clause
- A fournir, à la demande du représentant du pouvoir adjudicateur ou des facilitateurs des clauses sociales, et dans le délai imparti, toutes informations utiles à l'appréciation de la réalisation de l'action d'insertion. »

9 - Signature

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation de l'accord-cadre à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant des articles L. 2141-1 à L. 2141-14 du Code de la commande publique.

A

Le

Signature du candidat, du mandataire ou des membres du groupement avec cachet de la société

L'AUTORITE CHARGÉE DU CONTRÔLE BUDGÉTAIRE

A Paris,

Le

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente offre est acceptée

A

Le

Signature du représentant du pouvoir adjudicateur, habilité par un arrêté du

NANTISSEMENT OU CESSION DE CRÉANCES

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance de :

☐ La totalité du marché dont le montant est de (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :
.....
.....

☐ La totalité du bon de commande n° afférent au marché (indiquer le montant en chiffres et lettres) :
.....
.....

☐ La partie des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, est évaluée à (indiquer en chiffres et en lettres) :
.....
.....

☐ La partie des prestations évaluée à (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :
.....
.....

et devant être exécutée par : en qualité de :

- ☐ membre d'un groupement d'entreprise
☐ sous-traitant

A
Le

Signature ¹

ANNEXE N° 1 : DÉSIGNATION DES CO-TRAITANTS ET RÉPARTITION DES PRESTATIONS

Désignation de l'entreprise	Prestations concernées	Montant HT	Taux TVA	Montant TTC
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
	Totaux			

ANNEXE N° 2 : CLAUSE D'INSERTION SOCIALE

Je déclare avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et notamment des dispositions relatives à l'action obligatoire d'insertion en faveur de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Je m'engage, si je suis déclaré titulaire de ce marché, à :

- Réserver, dans l'exécution du marché, un nombre d'heures d'insertion, tel qu'indiqué dans le cahier des clauses administratives et techniques particulières ; à savoir, au minimum de heures ou jours, équivalent à 1 h d'insertion par tranche de 1000 € HT de prestations effectuées ;
- A prendre contact avec les facilitateurs des clauses sociales du lieu des travaux à réaliser, désigné à l'article 1-6.5.1. du cahier des clauses administratives particulières, afin de préciser les modalités de mise en œuvre de la clause ;
- A fournir, à la demande du représentant du pouvoir adjudicateur ou des facilitateurs des clauses sociales, et dans le délai imparti, toutes informations utiles à l'appréciation de la réalisation de l'action d'insertion.